

16 novembre 2007

La CRÉ croit encore au rapport Genest

Le président de la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine croit que le gouvernement québécois répondra positivement aux financements du rapport Genest.

Cette déclaration fait suite à celle du président du Conseil de l'industrie forestière du Québec, Guy Chevrette, la semaine dernière concernant les 100 millions nécessaires pour l'application de Genest. Ce dernier a affirmé qu'il doutait que le gouvernement québécois mette autant d'argent, surtout que d'autres régions, comme la Côte-Nord, vont déposer bientôt des rapports similaires.

Bertrand Berger croit que la situation de la Gaspésie est différente des autres régions qui possèdent de grandes industries.

Guy Chevrette avait aussi déclaré que le retard d'un an pour la mise en œuvre de Genest n'était pas seulement la faute de GDS et de sa situation. Selon lui, on peut quand même mettre le rapport en application. Le président de la CRÉ, Bertrand Berger, n'est pas tout à fait du même avis.

Le rapport Genest a été déposé en septembre 2006 et les premières mesures devaient être appliquées dans les deux à trois mois suivants. [Radio-Gaspésie](#)

Québec - Pour créer une nouvelle société ferroviaire

Le député de Vimont et adjoint parlementaire à la ministre des Affaires municipales et des Régions, Vincent Auclair, a présenté mardi un projet de loi privé dont l'objectif est de créer une nouvelle société ferroviaire en Gaspésie, la Société du chemin de fer de la Gaspésie.

Celle-ci remplacerait la Corporation du chemin de fer de la Gaspésie (C.C.F.G.) inc. qui est actuellement propriétaire du tronçon ferroviaire entre Matapédia et Gaspé. La nouvelle société devrait assurer l'exploitation de ce tronçon ferroviaire et promouvoir le développement économique et social de la Gaspésie.

On précise que la nouvelle société devra être administrée par les MRC de La Côte-de-Gaspé, du Rocher-Percé, d'Avignon, de Bonaventure et par la Conférence régionale des élu(e)s de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. [Québec municipal](#)

Croissance de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine

L'économie sociale connaît une croissance soutenue en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Il y a maintenant 261 entreprises de ce type dans la région et leur chiffre d'affaires global s'établit à 74 millions \$. Cette contribution est toutefois méconnue et les dirigeants de ces entreprises se sont entendus hier pour mousser davantage leurs activités.

Environ 1 600 Gaspésiens et Madelinots gagnent leur vie dans des entreprises d'économie sociale, dans des secteurs variés comme les coopératives en foresterie ou de consommation, l'aide à domicile, les centres de la petite enfance et le tourisme. Bien qu'il soit difficile de mesurer la croissance depuis 10 ans parce que les entreprises viennent de fonder le Pôle régional d'économie sociale Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine pour voir à leurs intérêts, certains chiffres parlent. Entre 2001 et 2007, le nombre de coopératives est passé de 65 à 90.

«Si on maintient le même rythme, on va doubler le nombre de coopératives dans la région dans cinq ans», signale Maryse Pigeon, directrice de la Coopérative de développement régional, qui soutient la création de coops en Gaspésie et aux Îles.

Le nombre d'entreprises sans but lucratif s'établit à 171. André Richard, porte-parole du Pôle régional d'économie sociale, croit que la fermeture de trois grandes usines en Gaspésie depuis 1999, les usines papetières Gaspésia et Smurfit-Stone et la Fonderie Gaspé, a modifié l'engagement de la population dans son économie.

«Ce n'était pas nécessaire de passer par là (ces fermetures), mais nos petits milieux ont décidé de se prendre en mains et de se tourner vers l'économie sociale», dit-il à propos des entreprises qui «valorisent les travailleurs plutôt que les profits».

L'entreprise dirigée par M. Richard, Multi-Services de la Côte-de-Gaspé, a connu une croissance fulgurante depuis 10 ans, passant de 5 à 250 employés, majoritairement des emplois de plus de 30 heures par semaine, surtout dans l'entretien ménager et dans la préparation de repas.

André Richard aime bousculer le mythe de l'économie sociale vivant aux crochets de l'État «parce qu'il y a 88 % de revenus autonomes dans ces entreprises (...) Chez nous (à Multi-Services), notre chiffre d'affaires est de 3,5 millions \$ par année et peut-être 1% vient de subventions», précise-t-il, rappelant que ce sont surtout les clients qui reçoivent parfois un appui pécuniaire de l'État.

M. Richard aurait souhaité voir plus d'élus au premier colloque du Pôle régional d'économie sociale tenu hier à Bonaventure. La mairesse de Sainte-Anne-des-Monts, Micheline Pelletier, y était, et elle a fait un vibrant plaidoyer pour ce modèle économique. [Le Soleil](#)

Gaspésie gourmande prend de l'ampleur

Fondée il y a 15 ans par une quinzaine de producteurs sous le nom du Bon goût frais de la Gaspésie, l'association Gaspésie gourmande connaît encore une croissance constante de son nombre de membres et sa notoriété prend du galon, tant dans sa région qu'à l'extérieur.

La Gaspésie gourmande a pour mission de faciliter l'accès aux produits régionaux, pour des raisons de saveur et de santé. Elle est composée de 52 membres qui mettent en marché produits frais, produits transformés, viandes, poissons et

crustacés, et denrées certifiées biologiques.

À ces producteurs se joignent les membres complices, c'est-à-dire des épiciers, des restaurateurs, des gîtes, qui vendent ou qui se servent de ces produits pour nourrir leurs clients.

Depuis 2001, le nombre de membres est passé de 34 à 52, tandis que le nombre d'établissements complices a bondi de 10 à 61. Pourtant, l'agriculture et les pêches, qui fournissent la matière première aux transformateurs, ne connaissent pas de croissance.

Toutefois, le nombre d'entrepreneurs ayant la motivation de transformer des aliments continue de croître, tout comme la proportion de consommateurs voulant y goûter.

«Les gens veulent se rapprocher de ce qu'ils mangent. Ils ont vu des crises comme celle de la vache folle. La traçabilité des produits est à la mode. J'exagère, mais on peut pratiquement savoir le nom de la vache mise en marché. C'est presque une contretendance de la mondialisation. Acheter, c'est voter; on entend ça de plus en plus. Les gens veulent donner un sens à ce qu'ils mangent. Il y a un engouement pour les produits régionaux», explique Audrey Simard, directrice générale de la Gaspésie gourmande.

Plus d'une vingtaine de membres de l'association ont percé les marchés urbains de Montréal et de Québec, et parfois les marchés d'exportation, comme les Caviars Emerance, de Paspébiac, qui a fait des percées auprès de distributeurs internationaux comme I-D Foods, note son copropriétaire Dennis Murray. Ce n'est toutefois pas la motivation première des transformateurs et vendeurs de produits frais, note Mme Simard.

«Ce que les membres veulent avant de vendre à l'extérieur, c'est de nourrir leur monde, les gens autour d'eux, le marché régional, avoir des commentaires. C'est plus proche, c'est moins cher de transport», perçoit-elle.

Toutefois, c'est souvent la ville qui veut des produits de la campagne. Éric Dubé, de la Conserverie de la baie à New Richmond, a reçu récemment une commande surprise de 3000 pots de confitures de la part d'écoles de Gatineau, dans l'Outaouais, où l'on préfère vendre ces denrées plutôt que des tablettes de chocolat.

«La Gaspésie gourmande a été invitée à l'événement international Montréal en lumière l'hiver dernier, où nous nous sommes fait dire que nous avons une qualité et une diversité de produits qui nous distinguent», évoque également Audrey Simard.

Toujours dans la métropole, Jean-Marc et Nicole Major font le pari que les produits gaspésiens ont atteint assez de notoriété pour ouvrir une boutique, les Fous de la Gaspésie, où ils les vendent.

Le marché régional demeure toutefois la tribune idéale pour la Gaspésie gourmande. Depuis le début de la semaine et jusqu'au 1er décembre, 22 producteurs mettront en

valeur leurs denrées grâce à la collaboration de 18 supermarchés. Des dégustations sont offertes par les producteurs, principalement du jeudi au samedi. L'objectif consiste à augmenter les ventes de 20 % durant cette période et à maintenir cette hausse. [Le Soleil](#)

Crise forestière

De nouvelles mises à pied

La crise forestière entraîne de nouvelles mises à pied en Gaspésie. La Coopérative forestière de Saint-Elzéar, dans la Baie des Chaleurs, cessera ses opérations de sciage le 23 novembre pour une période de trois mois. Une trentaine de travailleurs seront en congé forcé dès vendredi prochain.

Afin de sécuriser l'avenir de la coopérative, l'organisation n'a eu d'autres choix que de prendre cette décision, soutient le directeur de la coopérative, Alain Tremblay.

C'est notamment la faiblesse du prix du bois d'oeuvre qui a forcé la coopérative à cesser temporairement ses activités.

Les opérations de récolte, de transport, de planage et de séchage se poursuivront pour une période indéterminée. [Radio-Canada](#)

Concurrence entre les régions ressources et les centrales

La question de la concurrence entre les régions-ressources et les centrales est au coeur des discussions aujourd'hui, alors que se déroule, à Beauré, le Forum sur les municipalités dévitalisées au Québec.

Le président de la Fédération des municipalités du Québec, Bernard Généreux, croit que les mesures d'aide aux entreprises manufacturières des régions-ressources doivent être éliminées si elles créent une compétition déloyale entre les régions du Québec. Ces mesures ont été mises de l'avant en 2001 par le gouvernement du Parti québécois et offrent des avantages fiscaux intéressants pour des entreprises des régions-ressources comme la Côte-Nord, la Gaspésie ou le Saguenay-Lac-Saint-Jean. [Corus nouvelles](#)

Heureux d'être consultés

Les chasseurs des Îles-de-la-Madeleine comptent bien se prévaloir de leur droit de parole, mercredi, dans le dossier de la pourvoirie autochtone du canton Baldwin.

Le Groupe faune régional a annoncé, hier, que dans la série d'assemblées de consultations qui s'amorce, l'une est prévue le 21 novembre à Cap-aux-Meules.

Le facilitateur nommé par le gouvernement dans ce dossier, Rémi Bujold, présentera aux citoyens des Îles-de-la-Madeleine sa dernière proposition portant sur la demande de Gesgapegiag de créer une pourvoirie dans le secteur du canton Baldwin et du Lac Sainte-Anne. Une représentante de la communauté de Gesgapegiag, Catherine

Johnson, sera également présente pour expliquer ce projet.

Selon des représentants des groupes de chasseurs, le gouvernement proposerait le retrait d'une zone de 109 kilomètres carrés sur les 421 visés au départ.

Le président de l'Association des chasseurs et pêcheurs sportifs des Îles-de-la-Madeleine, Fernand Éloquin, sera présent à cette assemblée de consultation. Selon lui, plusieurs chasseurs de son territoire se rendent en Gaspésie chaque année pour chasser l'orignal. Il s'oppose au fait que la gestion d'une partie du territoire public serait privatisée :

Par ailleurs, la tournée de consultations publiques sur le projet s'amorce dimanche à la polyvalente Gabriel- Le Courtois de Sainte-Anne-des-Monts. La seconde se déroulera à la Zec de l'Anse à Chandler mardi. **CIEU-FM**